



PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Autorité Environnementale
Préfet de région

**Décision de l'Autorité environnementale
après examen au cas par cas sur le projet dénommé
« Extension du réseau d'enneigement sur la piste Vorès »
sur la commune de Notre-Dame-de-Bellecombe
(département de la Savoie)**

Décision n° 2018-ARA-DP-01653
G 2018-005031

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n°2018-362 du 05 novembre 2018 du préfet de région, portant délégation de signature en matière d'attributions générales à madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Auvergne- Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2018-11-06-99 du 08 novembre 2018 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2018-ARA-DP-01653, déposée complète par la mairie, le 4 décembre 2018, et publiée sur Internet ;

Vu la contribution de l'agence régionale de la santé en date du 21 décembre 2018 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires en date du 17 décembre 2018 ;

Considérant la nature du projet :

- qui consiste à mettre en place un réseau d'enneigement sur la piste Vorès, afin d'enneiger une surface d'environ 2,8 ha ;
- qui comprend notamment la mise en place d'un local de pompage de 15 m² ;
- qui nécessite la mise en place de réseaux, avec la réalisation de tranchées (d'une largeur de 1 m (10 m de largeur chantier) et d'une profondeur de 1,8 m) sur un linéaire de 1 100 mètres et la pose de 14 regards avec enneigeur ;
- qui ne nécessite pas de défrichage ;
- qui relève de la rubrique n°43c (relative aux installations et aménagements permettant d'enneiger) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet est annoncé comme nécessitant un apport en eau de 9 000 m³ par saison ; que le dossier précise que ce prélèvement supplémentaire en eau proviendra du réseau d'enneigement existant, alimenté depuis le lac de Plan Désert et la prise d'eau sur le Nant du Milieu ; qu'il est déclaré comme restant dans le cadre des autorisations de prélèvement existantes et n'implique donc pas de modification de ces dernières ;

Considérant la localisation du projet :

- au sein du domaine skiable de Notre-Dame-de-Bellecombe, sur une piste existante ;
- au sein de la zone d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II « Ensemble de zones humides du nord du Beaufortain », mais en dehors de périmètre de protection réglementaire ;

Considérant les mesures prévues pendant la phase travaux (notamment stationnement et entretien des engins de chantier spécifiques) et le suivi environnemental du chantier qui sera réalisé, afin notamment de

limiter les effets des travaux sur les habitats naturels humides identifiés au dossier de demande ;

Considérant la re-végétalisation des secteurs qui seront terrassés et la remise en place des terres excavées dans le respect de l'ordre des horizons du sol ;

Considérant qu'au regard de tout ce qui précède, des éléments fournis par le pétitionnaire, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, le projet n'est pas de nature à justifier la réalisation d'une évaluation environnementale ;

DÉCIDE :

Article 1

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet d'extension du réseau d'enneigement sur la piste Vorès, sur la commune de Notre-Dame-de-Bellecombe (Savoie), enregistré sous le numéro n°2018-ARA-DP-01653, n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs, notamment en ce qui concerne les déclarations et autorisations en application du droit des sols, et le cas échéant, la dérogation au titre des espèces protégées visée à l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seraient prises à l'issue de ces procédures.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le 8 janvier 2019,

Pour le préfet et par délégation,

Pour la Directrice et par Délégation,
Pôle Autorité Environnementale


Yves MEINIER

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur internet.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux. Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif.

Où adresser votre recours ?

- Recours administratif

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69 453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69 433 LYON cedex 03